

**Projet de communiqué de Michel Sapin,  
Secrétaire national à l'économie**

Le 11 mars 2010

**Le résultat des aides aux banques sans contrepartie : 2 milliards d'euros de bonus**

Au titre de l'année 2009, les banques françaises ont versé 2 milliards d'euros de bonus à leurs traders.

Le constat est clair. Malgré les promesses et les rodomontades de N. Sarkozy, rien n'a changé. Tout semble reprendre comme avant.

Alors que le Président de la République a rencontré à huit reprises les représentants des banques françaises, la limitation des bonus n'est toujours pas d'actualité.

Circonstance aggravante, les profits réalisés par les grandes banques françaises n'auraient pu l'être sans les aides accordées par l'Etat, qui a refusé de profiter de l'occasion pour entrer dans le capital de certaines banques qu'il a recapitalisées. Il aurait pu ainsi relancer et réorienter la politique du crédit et modifier la politique de rémunération des dirigeants et des traders.

Car, dans le même temps, les crédits accordés aux PME continuent de reculer, avec de graves conséquences sur l'activité et l'emploi. Au lieu d'utiliser la baisse des taux d'intérêt orchestrée par les banques centrales pour réduire le coût des crédits et financer l'économie, les banques s'en sont servies pour reconstituer leurs marges et les bonus des traders. Le coût des liquidités s'est réduit pour les banques, mais les prêts aux particuliers et aux PME sont plus chers qu'avant la crise !

Le Parti socialiste demande depuis plusieurs mois une meilleure régulation des rémunérations des dirigeants et des traders, une limitation des bonus et la participation des revenus financiers au financement de la solidarité. Il est urgent d'agir, enfin.